

qui sont fixées par l'impossibilité de former des fractions ; nous ne pouvons pas marcher la main dans la main avec ceux qui font une propagande active pour des idées rejetées par la majorité du parti.

Autre exemple. Peut-on en toute circonstances condamner un membre du parti pour la déclaration « le socialisme est ma religion » comme certains veulent le faire pour des opinions qui correspondent à celle-là ? Certainement non. Il y a bien là une déviation manifeste du marxisme, donc du socialisme, mais la caractéristique, la gravité particulière de cette déclaration peut varier suivant les situations. Lorsqu'un agitateur ou un orateur qui s'exprime devant la foule parle selon son sujet, pour être mieux compris, pour donner de l'attrait à son sujet, pour s'exprimer d'une manière plus imagée ou plus accessible aux masses inéduquées — c'est une chose ; **mais lorsqu'un écrivain commence à propager une théorie mystique-constructive, un socialisme mystico-constructiviste** (par exemple selon l'esprit de notre Lounatcharsky et de ses associés (1) — c'est une autre chose. Dans le premier cas l'empêchement serait une chicane idiote et une limitation mal venue de la liberté laissée à un agitateur, de la liberté des méthodes de travail, **MAIS DANS LE SECOND CAS LA CENSURE DU PARTI EST NÉCESSAIRE ET OBLIGATOIRE.** La maxime : « Le socialisme est ma religion » est une forme de transition de la religion vers le socialisme, mais elle peut bien l'être aussi **d'une transition dans l'autre sens — du socialisme vers la religion.**

**

Voyons donc quelles sont les conditions qui ont entraîné, dans l'Europe occidentale, cette interprétation opportuniste de la thèse « la religion doit être une affaire privée ».

Mais à cette détestable déviation opportuniste (qui n'a pas été démasquée dans les débats de notre fraction à la Douma sur la question religieuse) s'ajoutent certaines conditions historiques qui ont produit cette sorte d'indifférence qui existe dans la social-démocratie européenne occidentale au sujet de la religion. Il y a deux sortes de motifs. D'abord, la lutte contre la religion est une tâche qui a déjà été poursuivie, d'une manière profonde quoique partielle, par la bourgeoisie historiquement révolutionnaire, à l'époque du bouleversement de la féodalité médiévale.

En France et en Allemagne il y a une tradition bourgeoise anticléricale, qui a débuté longtemps avant le socialisme (les Encyclopédistes et Feuer-

(1) On pourrait dire aujourd'hui Barbusse dont le « Jésus » propage très exactement cette « théorie mystique-constructiviste » et ce « socialisme mystico-constructiviste » contre lesquels s'élève Lénine (N. D. L. R.).

bach). En Russie, vu les conditions de notre révolution démocratique bourgeoise, cette tâche incombe presque entièrement à la classe ouvrière.

D'autre part cette politique anticléricale de la bourgeoisie en Europe a été suivie d'une déviation anarchiste, spécifiquement bourgeoise. Cette déviation comme les marxistes l'ont depuis longtemps et maintes fois dit, a sa racine dans une conception bourgeoise du monde en dépit de toute la véhémence que déploient les anarchistes contre la bourgeoisie. Les anarchistes et les Blanquistes dans les pays latins, Most (émule de Dühring) et ses amis en Allemagne, et les anarchistes de 1880 en Autriche ont porté à son point culminant cette action anticléricale. Quoi d'étonnant que les social-démocrates européens tombent aujourd'hui dans l'extrême opposé. C'est très compréhensible et en un sens justifié, mais nous, social-démocrates russes, n'oublions pas que l'Occident a ses conditions historiques particulières.

En Occident, après la fin des révolutions nationales bourgeoises, après que la religion eût retrouvé plus ou moins de liberté, le problème de la lutte démocratique contre la religion fut historiquement dépassé par la lutte de la démocratie bourgeoise contre le socialisme. Les gouvernements bourgeois essaient consciemment de détourner les masses du socialisme en les entraînant dans de feintes croisades contre les cléricaux. Tel était le caractère du Kulturkampf en Allemagne et de l'anticléricalisme bourgeois en France. Cet anticléricalisme bourgeois comme moyen de distraire l'attention des masses du socialisme, précéda « l'indifférence » actuelle qui règne chez les social-démocrates pour la lutte anti-religieuse. Ceci se comprend et s'explique aussi puisque l'anticléricalisme bourgeois et bismarckien est tenu en échec par les social-démocrates car le combat contre la religion doit être subordonné à la lutte pour le socialisme.

En Russie, les conditions sont tout à fait différentes. Le prolétariat dirige notre révolution démocratique bourgeoise. Il doit être idéologiquement à la tête de la lutte contre toutes les survivances du moyen-âge, y compris la vieille religion officielle, contre toute tentative de la rénover sur une base réformée ou entièrement nouvelle. Engels a corrigé avec une douceur relative l'opportunisme des social-démocrates allemands qui proclament que la religion doit être affaire privée pour les social-démocrates et le parti social-démocrate eux-mêmes, au lieu de soutenir la véritable revendication du parti ouvrier (que l'Etat déclare la religion affaire privée). Si les social-démocrates russes adoptaient cet opportunisme, il faudrait les critiquer avec cent fois plus de vigueur que ne le fit Engels pour les social-démocrates allemands...

N. LENINE (1909.)

L'Impérialisme français réorganise son armée

Nous voulons donner un aperçu du sens qu'il faut attribuer aux projets militaires Painlevé-Boncour, que la Chambre de Poincaré vient de voter par 500 voix contre 31, réalisant magnifiquement son unité de classe.

L'armée constitue l'instrument d'oppression le plus net et le plus brutal du pouvoir d'Etat bourgeois. Elle subit donc des transformations au gré des nécessités économiques et politiques. Elle s'adapte au fur et à mesure de ces nécessités. On sait quelles furent les formes militaires revêtues par l'Etat avant et depuis 1792, l'armée Impériale de Napoléon, l'armée permanente à partir de 1818, la Garde Nationale (1848, 1871), enfin le service militaire obligatoire, et, en 1913, la loi de trois ans, qui devait garantir à la bourgeoisie nationale une sécurité incontestée. Mais quand éclata le conflit mondial de 1914, deux nations avaient adapté leur armée aux réalités politiques et économiques de l'époque impérialiste : l'Allemagne et l'Angleterre. La bourgeoisie française faillit être victime de son retard et de son insouciance. Elle s'en rappelle aujourd'hui. Pour la prochaine guerre impérialiste, elle prépare son plan d'attaque et de défense, contre l'ennemi extérieur et intérieur.

D'une manière générale, le projet de loi sur la Nation Armée confirme les craintes et les critiques qui avaient été exprimées ici même (*Clarté*, août-septembre 1926), par Victor Serge.

Insistons sur deux aspects principaux des projets, aspects qui découlent forcément, avec une logique impitoyable, de la nature des antagonismes de classe réformés, développés et accentués après la guerre de 1914-18.

1° Ces projets, votés, rappelons-le, par l'unanimité de la Chambre, moins les communistes, concrétisent l'impuissance de la petite bourgeoisie radicale à assurer à elle seule la défense du régime capitaliste. Les cartellistes du 11 mai avaient promis le service d'un an. Le voici, diront-ils. Certes, mais permettez-nous de voir l'ensemble du projet. Painlevé et Nollet avaient commencé à mettre sur pied un programme « démocratique ». L'évanouissement de ces illusions démocratiques marcha de pair avec la désagrégation du cartel. Poincaré revenu au pouvoir, on rendit au Conseil supérieur de la Guerre toutes ses prérogatives, et on lui adjoignit définitivement Paul Boncour, devenu l'avocat de la grande bourgeoisie. On aboutit alors au projet actuel, qui comporte, en réalité, la création d'une immense armée de carrière permanente, et la préparation d'un plan de mobilisation générale pour

la Nation en cas « d'agression ». Le service d'un an peut alors être accordé aux jeunes appelés, sans crainte. Partie de l'idée d'accorder une concession à la petite bourgeoisie pacifiste, la grande bourgeoisie capitaliste est arrivée à faire approuver à celle-ci un projet de réorganisation totale de l'armée qui met enfin dans les mains impérialistes françaises une arme criminelle à sa mesure.

C'est la grande bourgeoisie, jouant de plus en plus un rôle de caste, exerçant un pouvoir d'oppression de plus en plus total, qui fait aboutir son plan par dessus les discours pacifistes et niais de la Ligue des Droits de l'Homme. Et, grâce à qui le Comité des Forges, le Creusot, etc..., peuvent-ils, enfin, s'assurer une mainmise absolue sur la vie du pays ? Quel est l'aide puissante, capitale pour la bourgeoisie impérialiste poussée à bout, qui leur permettra désormais d'opérer à l'aise au Maroc, ou dans les centres industriels de la Métropole ? C'EST LA DEUXIEME INTERNATIONALE, c'est sa section française et son leader Paul Boncour ! délégué à la Société des Nations. La trahison de 1914 a été une surprise, mais quand les capitalistes feront naître le prochain conflit, nous n'aurons plus de surprise, car nous savons bien que les Boncour, les Jouhaux et les Renaudel sont en train de préparer délibérément les mitrailleuses et les cartouches de la prochaine union sacrée !

Ainsi, croyant vendre à l'avance les 100.000 cotisants du parti socialiste S. F. I. O., et les 500.000 adhérents de la C. G. T., Boncour prépare l'étouffement des voix ouvrières pour la prochaine crise. Mobilisation des syndicats ! La classe ouvrière, dans ses organisations mêmes, devrait coopérer au prochain massacre pour le compte des Schneider, Farman, de Wendel et Cie, auxquels le système des primes ne ferait rien perdre en fait de bénéfices. Ce projet a donc un caractère réactionnaire inouï, et il serait insensé que la classe ouvrière ne fasse pas de larges efforts pour dénoncer le caractère impérialiste de cette nouvelle armée, et n'entreprene pas la désagrégation patiente de ce dernier soutien d'un régime exaspéré.

L'armée nouvelle — et les misérables S. F. I. O. ne doivent pas être loin de penser que le désir de Jaurès est enfin réalisé — comporte donc une diminution du nombre de jeunes soldats appelés, par contingents, et une augmentation formidable de l'armée coloniale, de la gendarmerie et de l'armée de carrière. Conséquences : liberté